



PUBLIC / PRIVÉ TOUS ENSEMBLE

Le 19 mars

POUR BLOQUER LES POLITIQUES DE MACRON

Le gouvernement a choisi de répondre à la colère ouvrière et populaire de ces derniers mois par la répression : des milliers de blessés et mutilés, d'arrestations arbitraires, et maintenant un projet de loi anti-manifestations. Ce sont les seules réponses aux revendications légitimes portées par le mouvement social et les gilets jaunes.

Pour mettre un coup d'arrêt, et obtenir des avancées sociales, nous en appelons à la mobilisation la plus large, dans et hors des entreprises et des services publics, avec toutes celles et ceux qui convergent pour la justice sociale.

Les unions départementales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent à se mettre en grève et à manifester pour :

- Arrêt de la répression d'Etat, NON à la loi «anticasseurs».
- Hausse immédiate du SMIC à 1800€ brut, et des grilles de salaires
- Augmentation générale des salaires, des pensions et du point d'indice pour les fonctionnaires
- Ré indexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- NON au projet de réforme de la fonction publique : suppressions de postes, de services rendus à la population, casse du statut...
- Retour à la retraite à 60 ans. Maintien des régimes existants et abandon du régime universel par points.
- Retrait des contre réformes : loi santé et réforme de la justice.
- Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants, dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE : parcoursup, réforme des lycées.
- Pour une véritable égalité hommes - femmes dans les salaires, la carrière et les retraites.
- Retrait de la loi Blanquer « l'école de la confiance »
- Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Rebsamen , El Khomri », ordonnances « Macron »...)

Pendant le Grand Débat de Macron, les mauvais coups sont confirmés ou accélérés :

Négociation sur l'Assurance chômage : Le gouvernement exige 3 milliards d'économies. Le patronat en rajoute en refusant toute limite à la précarité. Nous n'acceptons pas cette dégradation des droits des privés d'emploi.

Services publics et entreprises publiques : Le gouvernement maintient ses mesures de privatisation et de suppressions d'emplois. Il annonce une loi, par ordonnances, pour casser le statut de 5 millions de fonctionnaires.

Santé : La Ministre Buzyn ferme la maternité de Bernay et, la même semaine dépose un projet de loi, pour multiplier les fermetures de services hospitaliers, les blocs opératoires.... Cette loi aussi serait prise par ordonnance, donc au pas de charge.

Education nationale. Parcoursup, la réforme du Bac, et maintenant le projet de Réforme Blanquer, c'est toujours plus de sélection arbitraire pour mener des études, une sélection par l'argent comme pour les étudiants étrangers, Une remise en cause de la formation des enseignants, concurrence entre les établissements, fin de la liberté d'expression

Pouvoir d'achat : A peine des mesures pour limiter les hausses sont-elles annoncées par Macron que déjà elles sont remises en cause (exemple les hausses de l'Energie et des péages). Mais la suppression de l'ISF et tous les cadeaux au patronat sont maintenus alors que les actionnaires du CAC 40 ont touché 57 milliards en 2018.

Retraites : Delevoye, le « Monsieur Retraite par points » de Macron, confirme son projet de Régime universel cassant tous les régimes existants et les garanties qui y sont inscrites. Il programme la baisse brutale des pensions

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE

**ROUEN
LE HAVRE
DIEPPE**

**10h Cours Clemenceau
10h devant la chambre de commerce
10h30 rond point avenue Pasteur**

devant entrée hôpital